



La DAP « à couteaux tirés »...

La CGT IP avait sollicité fin janvier une audience auprès du Directeur de l'Administration Pénitentiaire afin d'aborder des sujets d'importance pour les personnels que nous représentons (identité professionnelle, missions, valorisation et revalorisation des différents corps de personnels en SPIP, moyens RH et dialogue social notamment).

Autant de sujets qui marquent le fossé qui se creuse entre la DAP et les services tant les orientations ou projets de la DAP en la matière sont à l'opposé des aspirations des personnels et que la CGT IP se doit de leur rappeler.

Cette audience était fixée ce 17 février. Mais cette audience ne s'est pas tenue et ne se tiendra pas.

Problème d'agenda ? Non, problème d'ego et expression d'un paternalisme aussi déplacé que désuet...

La « faute » de la CGT IP selon le DAP ? Avoir affirmé que l'ouverture et la clôture d'un colloque du lobby des DFSPIP par le DAP et son adjoint sont pour le moins inadaptées et questionnent quant à leur obligation de neutralité ... De la même manière, nous avions il y a quelques mois été plus que surpris lorsque les mêmes s'étaient rendus à l'ouverture du congrès d'un syndicat corporatiste, encore ...

Seconde faute et non des moindres au pays de Voltaire et Beaumarchais, l'utilisation, sur un communiqué récent (<http://www.cgtspip.org/la-sous-direction-ip-de-la-dap-toujours-plus-loin-de-vous/>) d'une illustration montrant un personnage souriant, levant le pouce et planté de trois couteaux dans le dos. Crime de lèse-majesté pour le DAP semble-t-il...

Alors que le Directeur de l'AP aurait pu prendre conscience du sentiment légitime de trahison ressenti par les personnels et leurs représentants (le croquis n'étant que la manière d'illustrer l'expression « un couteau dans le dos »); lorsque notre administration organise elle-même la délégation de nos missions à des partenaires privés, et lorsque on dédie un budget à cela, privant par là-même les services d'en bénéficier ; il n'en a, hélas, rien été. Nous aurions, tout autant, pu écrire que la DAP, par ses actions conduisant à l'appauvrissement et la privatisation des SPIP, « se tire une balle dans le pied » mais nous n'avons pas trouvé l'image. Ouf !

Bref, il n'en fallait pas plus pour que la Direction de l'Administration Pénitentiaire use de sa plus belle mauvaise foi pour estimer que cette illustration se voulait un appel à la violence, « mise en scène macabre » selon ses termes (non, vous ne rêvez pas), la qualifier d'outrancière en faisant référence au plan violence qui n'en finit plus de débiter (plan qui, nous l'avons dénoncé, ignore superbement les violences institutionnelles à l'égard des personnels), et d'annuler dans la foulée l'audience prévue le jour-même.

Nous rappelons à notre administration, ne lui en déplaise, que la liberté d'expression, comme la liberté syndicale, sont des principes fondamentaux de notre République

Notre mandat et notre combativité, nous les tenons de nos syndiqué.es comme des urnes, et non du bon vouloir du DAP ou de quelque autorité administrative que ce soit.

Pas plus que nous ne choisissons nos interlocuteurs, la DAP (dans toutes ses composantes) n'a pas la possibilité de ne choisir les siens que parmi ses partisans, encore moins lorsqu'elles et ils n'ont aucune légitimité auprès des personnels. Les seuls interlocuteurs incontournables sont imposés par les personnels lors des élections professionnelles !

Syndicat majoritaire dans les SPIP, la CGT IP ne se laissera jamais museler et continuera de faire entendre et faire valoir la voix des personnels par tous les moyens !

Nous rappelons enfin à la DAP, même si cela ne semble pas constituer un vif intérêt pour cette administration, que les points que nous portons à l'ordre du jour sont les réelles priorités des personnels en SPIP, et c'est bien la seule chose qui compte, pour la CGT IP en tout cas !!